

**TERMES DE RÉFÉRENCE : RECRUTEMENT D'UN EXPERT COURT  
TERME/FORMATION DES CADRES FISCAUX SUR LE FONCTIONNEMENT, LES  
ENJEUX ET LE CONTRÔLE FISCAL DE L'E - COMMERCE/DIRECTION  
GÉNÉRALE DES IMPÔTS - CÔTE D'IVOIRE.**

Intitulé de la mission	Formation sur le fonctionnement, les enjeux et le contrôle fiscal de l'E-commerce
Composante	Gestion fiscale
Pays bénéficiaire	Côte d'Ivoire
Administration bénéficiaire	Direction Générale des Impôts
No de l'activité	Note de cadrage activité 99, no 3

## I. PRÉSENTATION DE LA PLATEFORME RÉGIONALE D'ASSISTANCE TECHNIQUE FORCE

FORCE est une plateforme régionale d'assistance technique chargée d'appuyer la préparation et la mise en œuvre des réformes des finances publiques en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale. Ce projet est financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et est mis en œuvre par Expertise France.

La plateforme intervient à la demande des administrations auprès des agences locales de l'AFD qui assure le relais entre le demandeur et la plateforme. L'équipe composée de 5 experts basés à Abidjan est mobilisable pour des missions ponctuelles ou perlées dans les domaines de la préparation et gestion budgétaire, la gestion comptable, la gestion de la dette et de la trésorerie, la gestion fiscale et douanière.

## II. Contexte

En Côte d'Ivoire, la mobilisation des ressources intérieures constitue un enjeu crucial, justifié par un besoin croissant du financement des projets sociaux et des infrastructures. Dans ce cadre, le Gouvernement a placé la fiscalité intérieure au cœur de sa stratégie économique permettant de parvenir à une meilleure soutenabilité de la dépense publique et un financement des politiques publiques dans le contexte actuel marqué par la réduction de l'aide extérieure.

La Plateforme FORCE a été sollicitée en appui au renforcement des capacités de la DGI. Une série d'activités a été identifiée, y compris : le fonctionnement, les enjeux et le contrôle fiscal de l'E-commerce. En effet, la Côte d'Ivoire connaît une croissance rapide du commerce électronique, les ventes en ligne explosent, portées essentiellement par des transactions sur des plateformes telles : Facebook, les plateformes locales et internationales (Amazon, Jumia, Shein).

Concrètement, la formation envisagée se traduira par :

- Le renforcement des compétences dans le domaine du contrôle fiscal du numérique ;
- L'amélioration du recouvrement des recettes issues des transactions numériques ;
- La sensibilisation sur l'intérêt de refonder des outils du contrôle fiscal intégrant les transactions en ligne.

### **III. État des lieux**

Entre 2024 et 2025, la Direction Générale des Impôts a mobilisé un montant à hauteur de 3 850 milliards FCFA et 5 191 milliards FCFA, respectivement ; une performance en phase avec les objectifs fixés par le Gouvernement. Une nette progression de plus de 45 % entre 2024 et 2025 confirme la bonne capacité de l'administration fiscale à répondre aux besoins budgétaires illustrant ainsi une meilleure consolidation des acquis des réformes engagées.

### **IV. Justification de l'appui envisagé**

En dépit de bonnes initiatives en cours (Déploiement de plateformes numériques de déclaration et de paiement en ligne, intensification des contrôles fiscaux et lutte contre la fraude ; coopération interinstitutionnelle pour sécuriser les recettes), la DGI de Côte d'Ivoire demeure confrontée à des défis importants en matière de mobilisation des recettes, parmi les plus récurrents figurent, le poids du secteur informel, qui continue de saper les efforts de mobilisation ; un contrôle fiscal mal maîtrisé, conséquent d'une rapide évolution de la technologie qui ne s'arrime pas nécessairement avec les méthodes traditionnelles de vérification.

La croissance rapide du commerce électronique en Côte d'Ivoire, portée par l'essor des technologies numériques, du mobile money et des plateformes locales et internationales a transformé profondément les modes de consommation et de transactions. Cette évolution a créé de nouvelles opportunités qui soulèvent néanmoins des défis majeurs en matière de fiscalité et de contrôle fiscal des transactions. En effet, les transactions numériques échappent souvent aux mécanismes de contrôles fiscaux traditionnels, les risques d'évasion et de fraude se sont accrus depuis la mise en œuvre de la dématérialisation, en particulier le paiement en ligne et l'intervention des acteurs étrangers.

### **V. Résultats attendus**

Deux résultats sont attendus incluent :

- Une amélioration des compétences des cadres fiscaux : ces derniers vont acquérir de nouvelles connaissances en transactions numériques, renforcer leur capacité à exploiter des données en ligne, se familiariser dans les techniques nouvelles d'identification des risques fiscaux ;
- La sensibilisation sur la nécessité de refonder des outils de contrôle fiscal adapté aux transactions en ligne, une meilleure maîtrise des outils technologiques (Data mining, croisement des bases de données, transactions en ligne)

## VI. Données de la mission

<b>Nombre de jours de mission</b>	<b>15 jours * 2 = 30 jours</b>
<b>Tâches de l'expert</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Préparer un module de formation</li><li>• Élaborer des formats-études de cas, simulations des audits, organiser des ateliers pratiques</li><li>• Préparer un guide pratique sur le contrôle fiscal E-commerce</li><li>• Préparer un rapport de formation</li></ul>
<b>Activités</b>	Animation - formation en interaction avec l'expert résident
<b>Population cible</b>	<b>Une quarantaine (40)</b> d'inspecteurs – vérificateurs, y compris les chefs de brigades de vérification, informaticiens, analystes des données, etc.
<b>Déroulement de la mission</b>	4 jours de préparation 5 jours de formation 4 jours de rédaction du guide pratique de contrôle de stocks 2 jours de rédaction rapport  <b>Total 15 jours * 2 = 30 jours</b>
<b>Dates de la mission (estimation)</b>	<b>Juillet 2026</b>
<b>Livrables au nombre de 3</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Présentation d'un module de formation (PPT)</li><li>• Rédaction d'un guide pratique sur le contrôle fiscal de E-commerce</li><li>• Rapport de mission</li></ul>

## VII. Profil recherché

Deux experts recrutés devront remplir les conditions ci-après :

- Avoir une maîtrise en fiscalité avec une spécialisation en numérique ;
- Avoir une expérience professionnelle minimum de 7 ans en opérations du contrôle fiscal des entreprises ;
- Avoir une expertise E-commerce : connaissance des modèles (marketplaces, drop shipping, services digitaux, fintech) ;
- Avoir une expérience de 7 ans en analyse des risques fiscaux : fraude, sous-déclaration, optimisation abusive, transactions transfrontalières ;
- Avoir une bonne connaissance en outils numériques (data mining, traçabilité des paiements électroniques, exploitation des bases de données) ;

- Avoir connaissance des normes internationales : Directives OCDE, UE, UEMOA/CEDEAO sur la fiscalité numérique ;
- Avoir une aptitude à animer et motiver les équipes en formation.